



Légation de Suisse

en

Roumanie

5787

IV-A-2

Rapport politique No 65

Confidentiel

Bucarest, le 6 décembre 1943.

Chez le "Conducator".

Monsieur le Conseiller fédéral,

Sans avoir sollicité une audience, j'ai été avisé vendredi soir, 3 décembre, que M. le Maréchal Antonesco m'attendait le lendemain à 11 heures 30.

Il m'a reçu dans sa villa de Baneasa, en présence du président intérimaire, ministre des Affaires étrangères. Ce dernier, dont la santé n'est pas encore complètement rétablie, portait de grosses lunettes noires. Dans l'escalier conduisant aux appartements du "Conducator", j'ai croisé le Nonce qui en sortait.

Ignorant les motifs de l'appel qu'ils m'avaient adressé, j'ai laissé mes deux interlocuteurs conduire à leur gré l'entretien. En prenant congé d'eux, mon sentiment était qu'ils n'avaient rien de particulier à me dire. Est-ce le maréchal qui a exprimé le désir de "causer" avec certains diplomates ? L'initiative est-elle venue de M. Mihai Antonesco et, dans l'affirmative, le premier ministre désirait-il me faire constater par moi-même les "changements" qu'il m'avait signalés dans l'attitude générale du "Conducator" ? En vérité, je n'en sais rien.

Monsieur le Conseiller fédéral M. Pilet-Golaz,
 Chef du Département politique fédéral,
B e r n e .



- 2 -

Je crois inutile de vous rapporter en détail une conversation à bâtons rompus, qui a duré près d'une heure. Je me bornerai à mentionner quelques points d'intérêt politique ou psychologique.

Le maréchal parla tout d'abord des récents bombardements de Berlin. Sans émettre aucune considération d'ordre sentimental, il insista sur le côté technique de ces opérations : préparatifs, aménagement des bases de départ, entretien du matériel, entraînement des pilotes, effectifs nécessaires (personnel navigant, auxiliaires de toutes catégories), approvisionnement (réserves d'appareils, de carburants, de munitions), continuité de l'effort à fournir, proportions gigantesques de l'équipement industriel sur lequel s'appuie cet effort, etc. .

M. Mihai Antonesco aborda ensuite un autre thème : le discours du maréchal Smuts. Nous nous trouvâmes d'accord pour reconnaître que cette harangue ne pouvait avoir d'heureux effets, du point de vue britannique, ni sur les alliés de l'Angleterre ni sur ses ennemis. Je fis observer que les paroles de l'homme d'Etat sud-africain, prononcées en l'absence de M. Winston Churchill, ne semblaient guère pouvoir être considérées comme exprimant l'opinion du cabinet de Londres. Au sujet de la France, en particulier, le Premier britannique a toujours tenu un langage opposé à celui de son collègue de Prétoria. Au surplus, les propos de ce dernier n'ont que peu de chances d'être approuvés en Grande-Bretagne même, car, s'il fait bon marché de la France, de l'Italie et de l'Allemagne, l'avenir qu'il prédit aux Anglais n'est pas brillant non plus : il a l'air de se représenter Albion comme un pauvre caniche surveillé à droite et à gauche par deux molosses, l'Amérique et la Russie, et obligé de leur emboîter docilement le pas.

A propos de Smuts, le maréchal parla du Reich et de son "Führer". Il se flatte de bien connaître Hitler :

"C'est, dit-il, un homme intelligent et beaucoup plus modéré qu'on ne le croit généralement. Mais ses intentions sont souvent trahies par ses collaborateurs". A l'appui de cette opinion, il cita un exemple : "En matière de religion, je lui ai dit plus d'une fois que l'on ne pouvait pas résoudre tous les problèmes à la fois et que son gouvernement me paraissait avoir abordé celui-là d'une manière maladroite et dangereuse. Il m'a répondu : "Personnellement, je suis croyant. C'est le parti qui m'a imposé cette attitude".

Quant aux Allemands, le "Conducator" loue leurs vertus militaires, leur amour du travail, leurs qualités d'organiseurs, mais il leur reproche de mépriser les autres peuples, ce qui les amène à commettre des erreurs de psychologie, dont les conséquences sont parfois redoutables. Là encore, il donne des exemples : "La guerre ne se gagne pas seulement avec des avions et des tanks. Quand on occupe un territoire ennemi, il faut tâcher de se concilier la population indigène. Nous autres, Roumains, nous y avons réussi beaucoup mieux que les Allemands (il m'avait déjà dit cela, en juin, à Odessa). La preuve en est que, jusqu'à ces derniers temps, nous n'avons eu en Transnistrie ni espions, ni partisans, ni mouvements séditions, ni attentats terroristes. Nous en avons depuis que la "Wehrmacht" commence à refluer sur Odessa".

Touchant les relations germano-roumaines, je n'ai pas interrogé le maréchal sur sa conversation avec M. von Killinger dont vous parlait mon rapport No 63, du 2 de ce mois. Ce qu'il m'en a dit "motu proprio" confirme sur plus d'un point les renseignements que j'avais recueillis.

A propos, par exemple, de ravitaillement, il s'exprima en ces termes : "Nous avons passé par des moments très difficiles. Aujourd'hui que les choses vont mieux, on nous reproche de vivre dans l'abondance. On nous adjure de songer à l'"Europe". L'Europe s'est-elle inquiétée de notre sort

quand elle était mieux pourvue et que nous nous trouvions mal en point ? Pour une fois que j'ai l'occasion de constituer des réserves dans le pays, je ne la laisserai pas échapper. Quant au surplus, je préfère le vendre à de bons clients comme vous".

Comme il s'informait de ce que la Suisse serait disposée à importer de Roumanie, M. Mihai Antonesco saisit la balle au bond pour dire que M. Clodius était enfin revenu à Bucarest et qu'il espérait pouvoir régler avec lui la question des transports à destination de pays neutres. Ce retour du ministre allemand signifie-t-il que le gouvernement roumain s'est incliné devant les exigences de M. von Killinger ? Peut-être a-t-il fait des concessions en matière militaire (chapitre que mes interlocuteurs n'ont pas abordé). Sur le plan économique, la résistance ne semble pas faiblir. Au sujet du problème monétaire, le maréchal m'a dit : "Si le gouvernement se voit obligé d'acheter aux agriculteurs leurs produits, mais sans pouvoir les exporter avec profit, il faudra émettre du papier pour payer cet achat. Cela, nous pouvons nous en accommoder. Mais nous n'irons pas plus loin. Je me refuse à faire de l'inflation pour permettre au Reich d'acheter à crédit nos céréales et nos pétroles". Sur ce point, le "Conducator" partage donc les vues du gouverneur de la Banque nationale.

Quelques jours auparavant, un administrateur de cet institut m'avait demandé un visa de passeport en faveur de M. Alexandre Ottulesco, que l'on veut envoyer en Suisse pour s'y soigner. Je désirais me convaincre qu'il ne s'agissait ni d'une maladie diplomatique ni d'un complot tendant à évincer le gouverneur. Le maréchal m'a donné l'assurance qu'il ne songeait pas à relever de ses fonctions M. Ottulesco. "C'est mon ami, je tiens à lui et, bien que l'"on" ait cherché à "diriger" mon choix sur un autre, je suis décidé à le garder. Mais il est très surmené, souffre

- 5 -

d'insomnie et broie du moir. Un séjour dans une de vos excellentes maisons de santé le remettra".

J'ai saisi l'occasion pour dire que je m'efforçais de combattre les bruits absurdes qui, après avoir circulé quelque temps à Bucarest, ont passé dans certains de nos journaux, ainsi qu'à la radio de Londres : 30000 Roumains, disait-on, sollicitaient des visas pour la Suisse. J'ai signalé, cependant, que, parmi ceux qui cherchent à se rendre chez nous, il y a un assez fort pourcentage de diplomates et d'hommes politiques et que cette tendance, si elle devait gagner du terrain, pourrait faire naître l'impression qu'une certaine nervosité, pour ne pas dire plus, règne dans quelques milieux de la capitale. Le maréchal m'a répondu qu'il avait donné l'ordre de lui communiquer les noms de tous les Roumains qui demandaient des passeports. Je ne crois pas qu'il soit enclin à favoriser les "évasions".

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral,
l'hommage de mon respect.

P. de W.